

Protéger les travailleurs, les exploitants agricoles et les forestiers du travail forcé et de l'esclavage moderne

L'approche de Rainforest Alliance



INTRODUCTION

Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), on estime que 2,1 millions de personnes sont en situation de travail forcé dans l'agriculture.¹ Les victimes du travail forcé comprennent, par exemple, les ouvriers agricoles payés à des salaires inférieurs au minimum, les ouvriers agricoles trompés ou contraints à des conditions de travail exploitantes, et les métayers (exploitants agricoles locataires) endettés envers les propriétaires fonciers. Sur les 2,1 millions de personnes en situation de travail forcé dans l'agriculture, 31 % sont prisonnières de cette situation à cause de la servitude pour dettes.²

Le mouvement mondial en faveur de l'objectif de développement durable 8.7 des Nations unies (ONU) visant à mettre fin au travail forcé, à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains, ainsi que les récentes réglementations européennes et américaines en matière de diligence raisonnable concernant l'importation, la vente ou l'exportation de produits issus du travail forcé, ont attiré l'attention sur des secteurs à haut risque comme l'agriculture. Les gouvernements, les entreprises multinationales, les producteurs agricoles et la société civile reconnaissent de plus en plus l'importance de ce problème et la nécessité impérative de le résoudre.

Rainforest Alliance fait partie de ce mouvement mondial. Nous nous engageons à créer un monde plus durable où les hommes et la nature s'épanouissent ensemble. Nous nous associons à divers alliés dans le monde entier (producteurs ruraux, entreprises, ONG et gouvernements) afin de provoquer des changements positifs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et dans un grand nombre de nos territoires naturels les plus importants. Les violations des droits de l'homme telles que le travail forcé n'ont leur place ni dans l'agriculture durable ni dans les entreprises responsables.

Ce document de position présente d'abord comment Rainforest Alliance définit le travail forcé et ce que nous considérons comme les causes profondes du travail forcé dans le secteur agricole. Nous exposons ensuite l'approche de Rainforest Alliance pour répondre à ce problème à travers notre programme de certification, nos programmes au niveau des paysages et des communautés, nos services de chaîne d'approvisionnement sur mesure et notre travail de plaidoyer. Nous appelons également nos partenaires du monde entier à se joindre à nous pour investir dans des solutions structurelles et durables à ce défi mondial.

QU'EST-CE QUE LE TRAVAIL FORCÉ ?

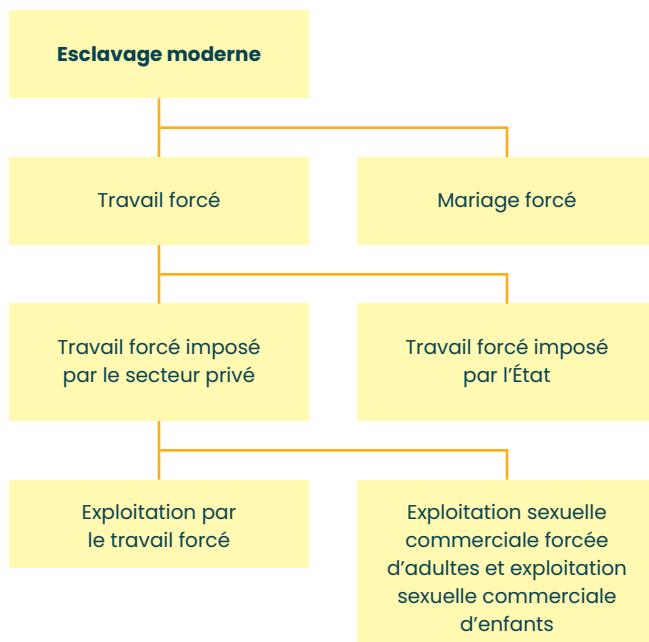
L'OIT explique la relation entre l'esclavage moderne, le travail forcé et la traite des êtres humains, comme le montre le graphique 1. Il s'agit d'un cadre utile pour tous les acteurs qui luttent contre ces abus dans le monde.

¹ Estimations mondiales de l'esclavage moderne : Travail forcé et mariage forcé. Organisation internationale du Travail (OIT), Walk Free et Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, 2022.

² Ibid

GRAPHIQUE 1

Typologie du travail forcé. Source : *Estimations mondiales de l'esclavage moderne : Travail forcé et mariage forcé. Organisation internationale du Travail (OIT), Walk Free et Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, 2022.*



Rainforest Alliance utilise les définitions de l'OIT pour ces termes, comme indiqué ci-dessous.

Définitions de l'Organisation internationale du travail

Le travail forcé est « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré ».

— *Organisation internationale du travail (OIT) Convention sur le travail forcé, 1930 (n° 29)*

L'esclavage moderne est un terme générique qui englobe les concepts juridiques de travail forcé, de servitude pour dettes, de mariage forcé, d'autres formes d'esclavage et de pratiques analogues à l'esclavage, ainsi que la traite des êtres humains. Il s'agit essentiellement de situations d'exploitation qu'une personne ne peut refuser ou quitter en raison de menaces, de violence, de coercition, de tromperie et/ou d'abus de pouvoir.

— *Résumé à partir des estimations mondiales de l'esclavage moderne : travail forcé et mariage forcé. Organisation internationale du Travail (OIT), Walk Free, et Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, 2022, p. 13.*

Nous avons utilisé les directives de l'OIT pour élaborer une définition détaillée du travail forcé qui est utilisée dans notre programme de certification.

Norme d'agriculture durable Rainforest Alliance 2020 : définition du travail forcé

Tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.

Une personne est reconnue comme étant en situation de travail forcé si elle est engagée dans un travail qui est involontaire (sans le consentement libre et éclairé du travailleur) et qui est exigé par des menaces, des sanctions ou toute autre forme de coercition.

Le caractère involontaire peut inclure, mais sans s'y limiter :

- Recrutement par le biais d'une transaction telle que l'esclavage ou le travail en servitude
- Travail imposé par l'État, par exemple par l'armée, qui ne répond pas aux exceptions prévues par la convention 29 de l'OIT
- Travail non volontaire en prison
- Travail non rémunéré ou extrêmement peu rémunéré
- Modification des conditions de travail (employeur, salaire, heures, nature du travail, conditions/dangers/expositions, période de temps) sans le consentement du travailleur
- Conditions de travail ou de vie dégradantes imposées par l'employeur ou le recruteur
- Heures supplémentaires non volontaires et excessives
- Liberté limitée de résilier le contrat ou l'accord de travail

Les formes de coercition peuvent inclure, mais sans s'y limiter :

- Violence physique ou sexuelle
- Confinement physique
- Restrictions de mouvement ou de communication
- Amendes ou autres sanctions financières
- Privation de nourriture, d'eau, de sanitaires, de sommeil ou d'autres besoins fondamentaux
- Isolement
- Consommation forcée de drogues ou d'alcool
- Servitude pour dettes ou manipulation de dettes, y compris la manipulation d'avances et de prêts
- Exigence de dépôts monétaires, de garanties financières ou collatérales, ou de possessions personnelles comme condition d'emploi
- Retenue ou retard de salaire ou d'autres prestations
- Rétention de documents d'identité ou d'autres documents importants sans le consentement du travailleur et/ou sans lui permettre d'y accéder facilement
- Menaces de licenciement, d'expulsion, d'action en justice ou de dénonciation aux autorités

QUELLES SONT LES CAUSES PROFONDES DU TRAVAIL FORCÉ DANS L'AGRICULTURE ?

L'agriculture est un secteur à haut risque de travail forcé pour de nombreuses raisons, notamment la prévalence des relations de travail informelles, l'utilisation de travailleurs à court terme ou saisonniers, et les bas salaires qui caractérisent le secteur. Les travailleurs migrants, loin de chez eux, qui ne parlent pas forcément la langue de leurs employeurs et peuvent appartenir à des groupes ethniques ou sociaux marginalisés sont souvent les plus exposés aux risques de travail forcé. La vulnérabilité de ces travailleurs fait qu'ils ont peu de moyens de pression face à des

employeurs qui les maintiennent dans des conditions dégradantes ou abusives, déduisent illégalement des salaires ou les paient en retard, ou imposent des mesures disciplinaires en recourant à la violence ou à des amendes.³ La nécessité de trouver du travail, souvent dans des zones rurales isolées, accroît la dépendance des travailleurs à l'égard des fournisseurs de main-d'œuvre/recruteurs qui facturent des frais élevés pour organiser les emplois et le logement, ou à l'égard des trafiquants qui facilitent la migration, mais exploitent les travailleurs dans le processus. Les travailleurs embauchés de manière informelle, sans contrat, ne bénéficient pas des protections offertes par les lois du travail et les mécanismes d'application de la loi de la plupart des pays.

Les causes profondes les plus courantes du travail forcé dans l'agriculture, c'est-à-dire les facteurs qui limitent le consentement libre et éclairé des travailleurs à l'emploi et qui les rendent plus vulnérables à la coercition, sont les suivantes :

- Pauvreté multidimensionnelle : analphabétisme, éducation minimale, insécurité alimentaire et revenus insuffisants.
- Migration
- Recours à des fournisseurs de main-d'œuvre, à des courtiers ou à d'autres agents, sous-agents ou individus qui utilisent des pratiques de recrutement abusives ou facturent des frais de recrutement aux travailleurs
- Emploi précaire⁴
- Discrimination liée à l'âge, au handicap, à l'origine ethnique ou au genre
- Absence de voix, de représentation ou de mécanismes de réclamation significatifs
- Dépendances personnelles, telles que les dettes

Les travailleurs ne sont pas la seule population exposée au risque de travail forcé dans l'agriculture. **Les exploitants agricoles** et en particulier les petits exploitants agricoles sont également confrontés à une pauvreté multidimensionnelle. De nombreux petits exploitants agricoles ne possèdent pas suffisamment de terres pour assurer leur subsistance ; dans le secteur du cacao d'Afrique de l'Ouest, par exemple, de nombreuses familles de petits exploitants agricoles, sinon la plupart, vivent en dessous du seuil de pauvreté de la Banque mondiale, qui est de 1,90 USD par personne et par jour.⁵ Ces exploitants agricoles cherchent souvent des revenus non agricoles dans des exploitations voisines, ce qui les expose au risque d'être exploités. Les exploitants agricoles pauvres sont vulnérables à la servitude pour dettes liée aux prêts accordés par des prêteurs sans scrupules et certains sont des métayers qui peuvent s'endetter auprès des propriétaires fonciers. La pauvreté des exploitants agricoles, à son tour, devient une cause fondamentale du travail forcé des travailleurs. Par exemple, un petit producteur de cacao qui ne reçoit le paiement de son travail qu'à la fin de la récolte de cacao, et qui dispose de très peu de liquidités et n'a pas accès au crédit, peut n'être en mesure de payer ses travailleurs qu'à la fin de la récolte – or le paiement tardif des travail-

³ Dans la [norme pour l'agriculture durable 2020 de Rainforest Alliance](#), le pourcentage maximal de déductions sur les salaires pour les avantages en nature est de 30 %, conformément aux recommandations de l'Organisation internationale du travail.

⁴ L'Organisation internationale du travail définit le travail précaire ainsi : « Un emploi précaire est un emploi qui offre une rémunération, des horaires ou une sécurité inférieurs à ceux d'un emploi "régulier" ... y compris le travail temporaire et le travail en mer. » Voir ici : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_dialogue/@actrav/documents/meetingdocument/wcms_161381.pdf.

⁵ Baromètre du cacao 2020. Fountain, Antonie C. and Friedel Huetz-Adams, <https://cocoabarometer.org/>.

GRAPHIQUE 2

Sources courantes d'endettement des travailleurs migrants.

Avant le départ	Interview
	Test de compétences
	Passeport
	Assurance
	Test médical
	Frais de visa
En transit	Voyage en transit
	Billet d'avion
	Frais de passage des frontières
À l'arrivée	Permis de séjour
	Orientation
	Test médical
	Intérêts d'emprunt
	Transport de retour

Le principe de l'employeur-payeur : un travailleur ne devrait jamais avoir à payer les frais de recrutement ou de placement dans un emploi. Ces coûts devraient être pris en charge par l'employeur.

leurs constitue un risque de travail forcé. En fin de compte, les **problèmes économiques structurels** des chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales sont au cœur de nombreux risques de travail forcé pour les exploitants agricoles et les travailleurs.

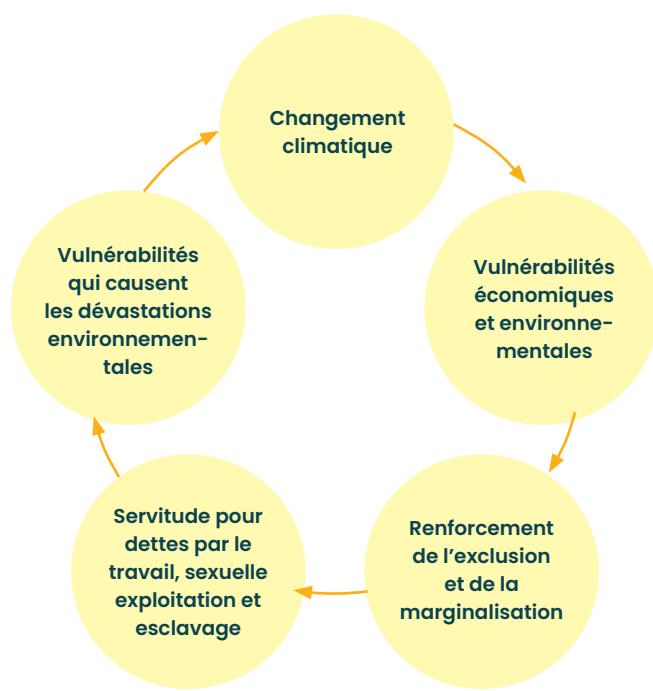
Les impacts du changement **climatique exacerbent** toutes les causes profondes ci-dessus. Les ménages ruraux, dont les moyens de subsistance sont détruits par la sécheresse, les inondations ou les changements de température risquent davantage de passer sous le seuil de pauvreté. Par conséquent, ils sont plus susceptibles d'occuper un emploi précaire, d'émigrer et de subir des discriminations. Ils sont également plus susceptibles de se livrer à des activités illicites qui intensifient encore les effets du changement climatique, comme la culture du cacao sur des terres illégalement déboisées. Par ailleurs, les producteurs qui ne peuvent pas s'adapter ou ne s'adaptent pas aux effets du changement climatique sont moins susceptibles d'avoir des exploitations rentables et durables et plus susceptibles d'avoir un modèle économique reposant sur une main-d'œuvre bon marché ou exploitée.

L'inégalité entre les genres est une autre question transversale qui peut exacerber les risques de travail forcé pour les travailleuses. À l'échelle mondiale, les femmes et les filles représentent près de 12 millions sur un total de 28 millions de victimes du travail forcé.⁶ Lorsque l'inégalité se traduit par un accès moindre des femmes aux connaissances, à la formation et aux opportunités d'emploi par rapport à leurs homologues masculins, elles sont plus

⁶ *Estimations mondiales de l'esclavage moderne : Travail forcé et mariage forcé*. Organisation internationale du Travail (OIT), Walk Free et Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève, 2022.

GRAPHIQUE 3

Le « cercle vicieux » du changement climatique et de l'esclavage moderne. Source : Anti-Slavery International, *D'un cercle vicieux à un cercle vertueux: Faire face au changement climatique, à la destruction de l'environnement et à l'esclavage contemporain*, 2021.



susceptibles d'avoir un travail précaire avec un salaire inférieur ainsi qu'une moindre représentation dans les rôles décisionnels. L'inégalité accroît également la tolérance à la violence physique ou sexuelle à l'égard des femmes.⁷ Par exemple, les recherches sur la vulnérabilité des femmes au travail forcé dans le secteur du cacao ont documenté des cas d'abus verbaux, de menaces et de coercition de la part de leurs employeurs, y compris des menaces de licenciement, des insultes et d'autres traitements dégradants.⁸

L'APPROCHE DE RAINFOREST ALLIANCE POUR LUTTER CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ

La lutte contre le travail forcé implique de sensibiliser les travailleurs à leurs droits et de soutenir ou d'imposer la réalisation de ces droits, notamment le droit à la liberté d'association, à la négociation collective et à l'adhésion à des organisations de travailleurs. Il s'agit de renforcer la capacité des gestionnaires d'exploitations agricoles à mettre en œuvre des systèmes de gestion de la main-d'œuvre conformes aux pratiques de recrutement responsable et aux principes du travail décent. Cela signifie également qu'il faut s'attaquer aux causes profondes : soutenir l'accès des travailleurs à l'éducation, aux services de santé physique et

7 Organisation internationale du travail. Estimations mondiales de l'esclavage moderne. 2017, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/-dgre-ports/-/-dcomm/documents/publication/wcms_575479.pdf.

8 Genevieve LeBaron & Ellie Gore (2020) Gender and Forced Labour: Understanding the Links in Global Cocoa Supply Chains, *The Journal of Development Studies*, 56:6, 1095-1117, DOI: 10.1080/00220388.2019.1657570

mentale et aux services financiers afin qu'ils soient moins vulnérables à l'exploitation, tout en aidant les exploitants agricoles et forestiers qui subsistent près du seuil de pauvreté à gagner des revenus plus élevés afin qu'ils puissent se permettre de payer des salaires décents et en temps voulu aux travailleurs. Les changements législatifs dans les pays producteurs et consommateurs de produits agricoles peuvent également constituer un facteur crucial pour s'attaquer aux causes profondes du travail forcé.

Rainforest Alliance mène ces actions à travers quatre interventions stratégiques : la certification, les programmes paysagers et communautaires, les programmes de la chaîne d'approvisionnement et le plaidoyer. Nous améliorons les chaînes d'approvisionnement mondiales et les paysages où les travailleurs, les exploitants agricoles et l'environnement courent le plus de risques.

Interventions stratégiques de Rainforest Alliance

1. Certification
2. Programmes paysagers et communautaires
3. Services de la chaîne d'approvisionnement
4. Plaidoyer

Notre programme de certification 2020

La certification est un outil clé que Rainforest Alliance déploie au niveau des exploitations agricoles et de la chaîne d'approvisionnement, en travaillant en collaboration avec les exploitations agricoles et les entreprises de restauration que nous certifions (nos « titulaires de certificats » ou TC). Dans notre [norme pour l'agriculture durable 2020](#), qui comprend des exigences au niveau des exploitations agricoles, des groupes et des acteurs de la chaîne d'approvisionnement tels que les installations de transformation alimentaire, nous avons opté pour un système d'« évaluation et de résolution » afin de lutter contre le travail forcé et d'autres violations des droits de l'homme.⁹ En s'appuyant sur les enseignements du passé, l'évaluation et la résolution s'éloignent de la simple interdiction, car celle-ci entraîne souvent les problèmes dans la clandestinité au lieu d'aider les acteurs locaux à les résoudre. Au contraire, le principe d'évaluation et de remédiation va plus loin en exigeant que des mesures spécifiques soient mises en place afin d'identifier et d'atténuer les risques liés au travail, de les contrôler en permanence et d'y remédier de manière significative, conformément aux meilleures pratiques internationales de diligence raisonnable en matière de droits humains.

Dans le cadre de l'approche d'évaluation et de remédiation, les TC sont tenus de mettre en place un comité interne chargé d'agir sur les questions de travail forcé – ainsi que sur le travail des enfants et la violence, le harcèlement et la discrimination sur le lieu de travail. Ces comités travaillent de manière proactive, en collaboration avec les parties prenantes locales, pour lutter contre le travail forcé en :

- Sensibilisant à ce qu'est le travail forcé et à la manière de l'empêcher.
- Identifiant et atténuant les risques de travail forcé, notamment en utilisant les [cartes de risques sectoriels du travail des enfants et du travail forcé de Rainforest Alliance](#) (voir graphique 4).

9 Rainforest Alliance. Fiche de présentation de l'évaluation et de la remédiation. <https://www.rainforest-alliance.org/wp-content/uploads/2020/06/2020-program-assess-address.pdf>.

- Surveillant les sites de travail pour détecter les signes de travail forcé et s'assurer que les mesures d'atténuation et les activités de remédiation sont en cours.
- Mettant en place ou soutenir des mesures correctives pour les travailleurs libérés du travail forcé, en collaboration avec des partenaires locaux lorsque cela est possible.

La norme exige également que les travailleurs aient des contrats écrits et donne mandat aux TC pour effectuer une surveillance rigoureuse des fournisseurs de main-d'œuvre (courtiers en main-d'œuvre/recruteurs), qui sont souvent un facteur clé dans le risque de travail forcé. Il s'agit notamment de veiller à ce que tous les frais et coûts liés au recrutement soient payés par les exploitations agricoles, et non par les travailleurs.

Afin d'étendre la portée de notre programme de certification et de préserver l'intégrité, la qualité, la compétitivité et la crédibilité du système, nous travaillons avec des [organismes de certification indépendants](#) (OC) dans le monde entier. Les OC autorisés effectuent des audits et certifient les exploitations agricoles, les groupes de producteurs et les organisations de la chaîne d'approvisionnement selon la norme 2020 pour l'agriculture durable de Rainforest Alliance.

Ces dernières années, nous avons également apporté un certain nombre d'améliorations à notre approche de l'assurance. Nous avons renforcé nos exigences en matière de compétences des équipes d'audit, en exigeant un niveau plus élevé d'expérience et de connaissances en matière d'audit des questions relatives aux droits humains, comme décrit dans nos [Règles pour les organismes de certification](#). Par ailleurs, nous fournissons des conseils

et dispensons une formation sur mesure sur le travail forcé à nos OC autorisés. Ces formations comprennent des étapes telles que la vérification des déductions illégales sur les salaires et la confirmation que les employeurs ne retiennent pas les passeports des travailleurs ou d'autres effets personnels. De plus, nous avons renforcé [notre approche d'assurance basée sur le risque](#), ce qui permet aux équipes d'audit de concentrer leurs efforts sur les domaines à haut risque pendant la planification et l'exécution des audits. En cas de risque élevé de travail forcé, parmi d'autres facteurs de risque, des exigences d'audit supplémentaires s'appliquent, qui sont décrites dans nos [Règles pour les audits et la certification](#).

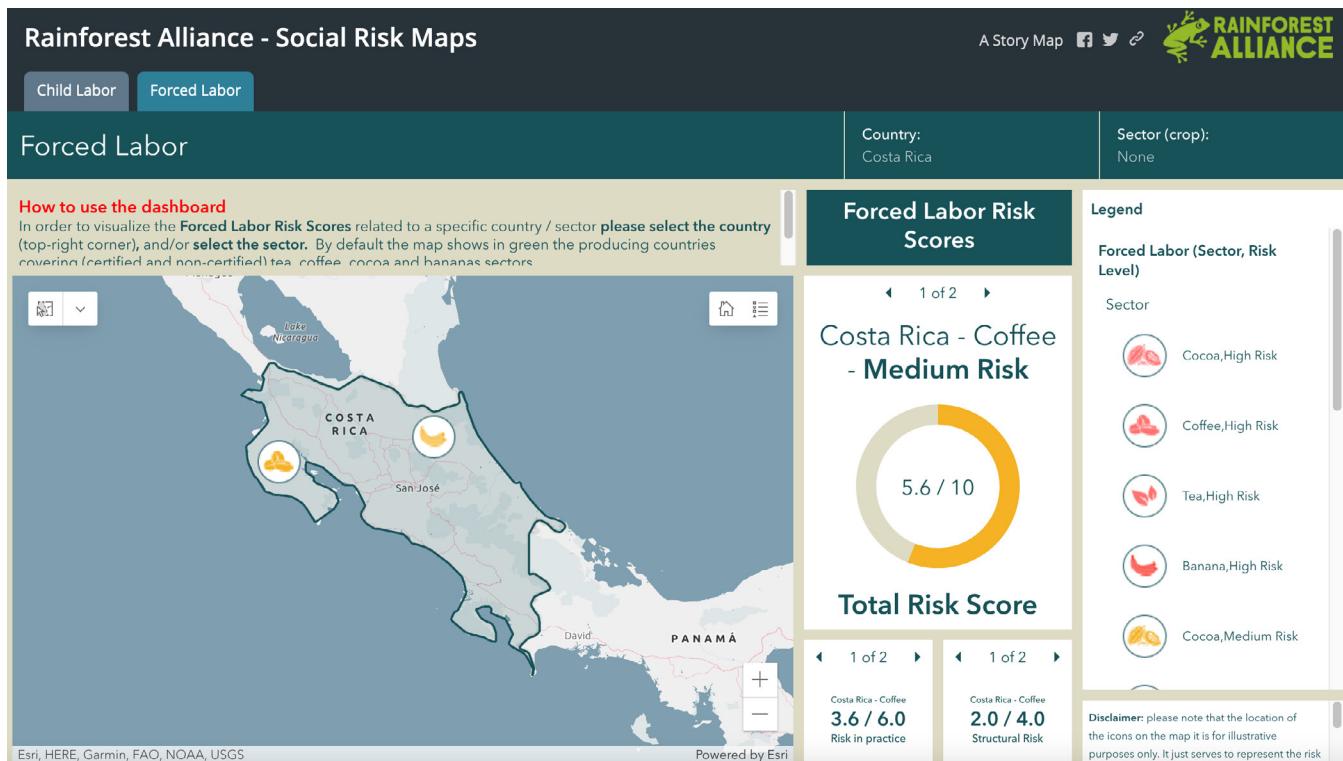
Programmes paysagers et communautaires

D'après notre expérience, la certification en tant qu'outil de la chaîne d'approvisionnement fonctionne mieux lorsqu'elle est accompagnée d'interventions plus larges dans le même paysage, ciblant les causes profondes des problèmes liés à l'environnement et aux droits humains. Pour lutter efficacement contre le travail forcé dans les communautés rurales, il est essentiel de travailler avec les acteurs locaux pour comprendre pourquoi les travailleurs, et parfois les producteurs agricoles, sont piégés dans le travail forcé, ainsi que les moyens les plus efficaces de s'attaquer à ces causes profondes. Par exemple :

- Au Ghana, grâce à un financement du gouvernement norvégien, nous collaborons avec l'International Cocoa Initiative et Solidaridad pour [lutter contre le travail forcé dans la production de cacao et l'exploitation ourière artisanale](#). Dans ces secteurs, les migrants du Burkina Faso, du Mali et de la partie

GRAPHIQUE 4

Capture d'écran de la carte des risques liés au travail des enfants et au travail forcé de Rainforest Alliance.





Un formateur de Rainforest Alliance consulte une famille d'exploitants agricoles de cacao au Ghana

nord du Ghana migrent pour travailler dans les zones de culture du cacao qui chevauchent largement les régions d'extraction de l'or. Ces travailleurs, qui migrent parfois avec leur famille, peuvent être vulnérables au travail forcé en raison de leur isolement, de leur dépendance vis-à-vis de leur employeur en matière de nourriture et de logement, et des pratiques habituelles de paiement des salaires dans le secteur. Ce projet s'attaque aux causes profondes du travail forcé en renforçant l'accès aux services financiers et autres services sociaux pour les producteurs, les travailleurs et leurs familles. Il renforce la capacité des coopératives agricoles à identifier systématiquement et à atténuer les risques liés au travail forcé par le biais de systèmes de diligence raisonnable en matière de droits humains et renforce le secteur public pour améliorer la fourniture de services de protection sociale essentiels aux exploitants agricoles et aux travailleurs. Il sensibilise également les organisations communautaires aux engagements en matière de droits humains pris par le gouvernement et les acteurs du secteur privé dans leurs communautés et les forme à défendre la réalisation de ces engagements.

- En Turquie, avec le soutien du gouvernement néerlandais, nous travaillons avec des entreprises du secteur de la noisette pour [réduire les risques de travail des enfants et de travail forcé parmi les familles de travailleurs migrants dans les exploitations de noisettes](#). Le projet prévoit la création de comités de noisetiers afin d'améliorer la collaboration entre les autorités locales et les communautés et de permettre des approches locales pour s'attaquer aux causes profondes, telles que l'amélioration des logements des travailleurs migrants. Le projet dispense également une formation aux recruteurs de main-d'œuvre qui facilitent la migration des travailleurs vers les zones de récolte des noisettes afin de s'assurer qu'ils respectent les protections des travailleurs pendant le processus de recrutement.

- Au Mexique et au Costa Rica, avec le soutien de la Fondation Walmart, nous avons établi un partenariat avec l'ONG de défense des droits des travailleurs Stronger Together afin de promouvoir et [de permettre des pratiques de recrutement responsables des travailleurs migrants saisonniers](#) qui produisent des avocats, des baies, des bananes et des ananas. Le projet adaptera la boîte à outils de recrutement responsable de [Stronger Together](#) à ces pays et secteurs, renforcera la capacité des exploitants agricoles et des fournisseurs de main-d'œuvre à utiliser la boîte à outils, et apportera un soutien aux pratiques de recrutement responsable parmi les gouvernements, les associations industrielles et autres parties prenantes.

Services de la chaîne d'approvisionnement : encourager le leadership des entreprises

Notre équipe de services de chaîne d'approvisionnement sur mesure travaille individuellement avec les entreprises pour identifier où et comment elles peuvent améliorer leurs pratiques d'approvisionnement et leurs interventions sur une variété de sujets de durabilité, parmi lesquels le travail forcé. Par exemple :

- Notre équipe chargée du conseil aux entreprises (**Corporate Advisory**) aide les entreprises à s'assurer que leurs politiques et pratiques d'approvisionnement sont conformes aux meilleures pratiques mondiales, telles que les principes, les orientations et les définitions du [Cadre de responsabilité](#).
- Notre équipe de services de chaîne d'approvisionnement sur mesure aide les entreprises à réaliser une [cartographie des risques et à s'engager auprès des fournisseurs](#) afin d'identifier les besoins et de signaler les risques locaux et régionaux au sein des chaînes d'approvisionnement.
- Nous co-développons et facilitons les interventions par le biais de [partenariats basés sur le terrain](#), ce qui facilite l'iden-

tification et la mise en œuvre des interventions au niveau de l'exploitation, impliquant souvent la formation et l'accompagnement des fournisseurs sur des sujets clés comme le travail forcé.

- Notre équipe de **surveillance et d'évaluation** de la chaîne d'approvisionnement suit les activités pour comprendre quelles interventions fonctionnent et où une assistance supplémentaire est nécessaire.

Les entreprises sont dans une position unique, car elles peuvent utiliser leur pouvoir d'achat pour influencer les fournisseurs et décourager l'exploitation des travailleurs. Il s'agit notamment de payer des prix pour les produits qui couvrent le coût de production – y compris des salaires décents pour les travailleurs – et qui offrent une marge suffisante aux producteurs pour garantir un revenu durable. Cela signifie également investir dans des relations commerciales durables, dans l'amélioration continue et dans le partage des responsabilités. Ces mesures et les relations d'achat constructives à long terme réduisent à la fois la vulnérabilité des travailleurs et l'exposition des producteurs au risque de travail forcé.

Les entreprises peuvent également contribuer à prévenir le travail forcé en collaborant avec les gouvernements, la société civile et les producteurs pour soutenir la législation et l'application des droits humains au profit des exploitants agricoles, des forestiers, des travailleurs et de l'adaptation au changement climatique dans les communautés rurales. Le versement de contributions fiscales équitables aux budgets nationaux des gouvernements en matière d'éducation, de soins de santé, de développement économique et d'aide sociale est également essentiel, car cela contribue à la mise en place d'un environnement favorable dans lequel les familles de producteurs peuvent sortir du cycle intergénérationnel de la pauvreté.

Plaidoyer : Influencer les politiques gouvernementales

Pour s'attaquer aux causes profondes du travail forcé, les gouvernements doivent améliorer et faire appliquer les lois sur le travail, accorder des licences et inspecter les courtiers en main-d'œuvre, soutenir une migration sûre le cas échéant, et poursuivre les entreprises et les organisations criminelles qui participent à l'esclavage moderne, au travail forcé et à la traite des êtres humains. Comme indiqué ci-dessus, les problèmes économiques structuraux sont souvent à l'origine de la pauvreté des producteurs et des travailleurs, et les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer dans la lutte contre ce facteur clé du travail forcé, notamment en soutenant l'autonomisation socio-économique des communautés et des travailleurs vulnérables.

Rainforest Alliance plaide, souvent en collaboration avec d'autres organisations de la société civile, pour que les gouvernements créent un environnement propice au suivi, à la correction et, finalement, à la prévention du travail forcé. Cela inclut notre travail de plaidoyer pour que les gouvernements fassent respecter la responsabilité des entreprises, par exemple en développant une législation efficace sur la diligence raisonnable en matière de droits humains. Nous menons également des actions de plaidoyer en partageant des recherches, en travaillant en partenariat avec des ONG locales et internationales, et en étant un membre actif de plateformes multiparténaires s'attaquant au travail forcé, telles que l'Alliance 8.7, l'Initiative internationale du cacao, le Sustainable Coffee Challenge et l'Initiative de diligence raisonnable en matière de travail agricole Verité.

ENCADRÉ



Des ouvriers lavent et emballent des bananes dans une ferme au Costa Rica.

Rapports des travailleurs directs

Rainforest Alliance collabore avec &Wider, un fournisseur tiers de la technologie « voix des travailleurs », pour connecter nos partenaires de marché à ces services. Grâce à une sensibilisation par téléphone et à des enquêtes auprès des travailleurs sur des questions telles que les conditions de logement, les conditions de travail, la liberté de mouvement et les conditions de paiement, ces services peuvent donner aux partenaires des informations supplémentaires sur les exploitations agricoles auprès desquelles ils s'approvisionnent. Mais aussi :

- Crètent une plateforme permettant aux travailleurs d'exprimer leurs préoccupations de manière anonyme
- Fournissent des données aux propriétaires d'exploitations agricoles afin qu'ils puissent atténuer et corriger les problèmes avant un audit
- Apportent une contribution continue tout au long de la période de certification, plutôt qu'une seule fois par an

CONCLUSION

Pour Rainforest Alliance, la lutte contre le travail forcé est essentielle à notre vision qui consiste à améliorer les moyens de subsistance et le bien-être des populations rurales tout en protégeant les paysages naturels. Lorsque les travailleurs et les exploitants agricoles peuvent gagner leur vie dans des conditions de travail décentes, les exploitations agricoles sont plus productives et la gestion des terres est plus durable. Les ménages deviennent plus résistants au changement climatique et moins vulnérables à la pauvreté et aux chocs économiques. En bref, tout le monde y gagne.

Nos interventions stratégiques conjuguent des solutions à court et à long terme pour progresser et s'attaquer aux causes profondes dans les paysages agricoles et forestiers. Cela se traduit par une amélioration des revenus, une réduction des inégalités et un accès aux services dont les exploitants agricoles, les forestiers et les travailleurs ont besoin. Mais aucune organisation ne peut s'attaquer seule à ces causes profondes. La collaboration avec tous les acteurs concernés est essentielle – des gouvernements locaux, qui peuvent adapter les lois et améliorer leur application, aux organisations de la société civile dans les communautés rurales, en passant par les entreprises qui investissent dans le bien-être et les moyens de subsistance des exploitants agricoles et des travailleurs. Ce n'est qu'en travaillant ensemble qu'un changement durable et positif peut avoir lieu. 



Rainforest Alliance crée un monde plus durable en utilisant les forces sociales et les forces du marché pour protéger la nature et améliorer la vie des exploitants agricoles et des communautés forestières.

rainforest-alliance.org
email: info@ra.org

